

## Proche-Orient/Réuni en congrès depuis mardi dernier Le Fatah dévoile sa nouvelle direction

AFP

Ramallah/Territoires palestiniens

*Dans le même temps, de possibles successeurs du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, 81 ans, ont pu émerger.*

Le parti palestinien Fatah a dévoilé hier sa nouvelle direction après un vote qui a entériné la mise à l'écart des opposants au président Mahmoud Abbas et placé en position de force de possibles successeurs au leader vieillissant.

Parmi les 18 membres élus au Comité central, la plus haute instance du parti, deux hommes tirent leur épingle du jeu.

Marwane Barghouthi, un des principaux animateurs de la deuxième Intifada emprisonné depuis 2002 par Israël, a été réélu haut la main. Derrière lui, Jibril Rajoub, le très actif patron du sport palestinien venu des services de sécurité, a également été reconduit avec des centaines de voix parmi les quelque 1 300 votants.

Dès l'ouverture du Congrès mardi dernier, M. Abbas qui dirige également l'Autorité palestinienne et l'Organisation de libération de

la Palestine (OLP), reconnue internationalement comme unique représentante des Palestiniens, avait été réélu chef du Fatah lors d'un vote unanime à l'applaudimètre.

Elu en 2005 président de l'Autorité pour un mandat de quatre ans qui court toujours faute d'élections, et de plus en plus contesté, M. Abbas, 81 ans, cherche à préparer sa succession, assument les observateurs.

Face à cette échéance, le Congrès du Fatah avait deux objectifs : écarter les opposants et renforcer l'emprise du parti dans les instances de l'Autorité.

Le nouveau Comité central - avec cinq nouveaux membres - ne comprend plus Mohammed Dahlane, élu en 2009 avant de devenir la bête noire de Mahmoud Abbas et de s'exiler.

**ABBAS A "TOUJOURS LE CONTROLE"** • Le neveu du leader défunt Yasser Arafat, Nasser al-Qudwa, reste au Comité central, tandis que Nabil Chaath, haut cadre du parti, en sort et que le ministre de l'Éducation Sabri Saidam y fait son entrée.

Quatre autres membres doivent encore être nommés par le président, à une date encore inconnue.

La réduction du collège des électeurs - un millier de personnes en moins par



Photo : AFP

Si le président Mahmoud Abbas, 81 ans, a toujours le contrôle sur le Fatah et l'Autorité palestinienne, la question de sa succession est présente dans tous les esprits.

rapport à la dernière élection de 2009 -, visait, assurent les experts, à réduire la possibilité pour les opposants à M. Abbas de peser sur ce vote.

Les électeurs ont également voté pour 80 membres du Conseil révolutionnaire, le "Parlement" du parti, auxquels s'ajouteront 40 autres personnes qui doivent être prochainement nommées par la direction du Fatah.

A l'issue de ce Congrès, M. Abbas "a prouvé qu'il contrôle toujours à la fois le Fatah et l'Autorité palesti-

nienne en termes financiers et organisationnels et qu'il peut les utiliser pour servir sa vision", affirme Wajih Abou Zarifa, professeur gazaoui de sciences politiques.

Ces élections sont déterminantes pour l'avenir des Palestiniens et du processus de paix avec Israël puisque le Fatah est la "colonne vertébrale" de l'OLP.

**"PLUS QUESTION DE RECONCILIATION"** • Dès le deuxième jour du Congrès, celui qui a lui-même signé les accords d'Oslo avec Is-

raël en 1993, a de nouveau défendu le "dialogue" et la "résistance pacifique" à l'occupation israélienne pour parvenir à un État de Palestine indépendant.

"Il n'est plus question de réconciliation interne au Fatah ou de réintégration des opposants et ces derniers n'ont plus qu'une possibilité, celle de former un nouveau mouvement", estime M. Abou Zarifa dans un article.

Un tel mouvement pourrait attirer les dissidents d'autres formations palestiniennes, "mais aussi beaucoup de jeunes qui ne se retrouvent pas dans les institutions partisans et politiques", ajoute-t-il.

Vingt ans s'étaient écoulés entre le 5e et le 6e Congrès du Fatah. Ce 7e Congrès s'est tenu plus rapidement car la question de la succession de M. Abbas, bien que non évoquée officiellement, est présente dans tous les esprits.

Pour l'analyste palestinien Jamil Hilal, "plutôt que l'ensemble du peuple, c'est une petite élite politique au sein de la direction du Fatah qui décidera qui dirigera après Abbas". Et ce parce que "les institutions nationales légitimes ne fonctionnent pas" en raison de la division depuis que le mouvement islamiste Hamas a pris le pouvoir dans la bande de Gaza en 2007.

### L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique.** Zuma saisit la justice pour s'opposer à une enquête



Photo : AFP

Le président sud-africain, Jacob Zuma, a saisi la justice pour s'opposer à une enquête sur sa collusion présumée avec une influente famille d'hommes d'affaires, selon des documents judiciaires publiés hier par la presse.

• **Burkina-Mali/Violence.** Un individu enturbanné abattu par la gendarmerie

Un homme enturbanné et récitant des sourates du Coran a été abattu samedi alors qu'il "fonçait" à pied sur la gendarmerie de Koudougou, dans le centre du Burkina, selon un communiqué de la gendarmerie. "L'individu très déterminé, tout de blanc vêtu et enturbanné, a ignoré les injonctions faites et a foncé sur les gendarmes de garde en psalmodiant des sourates. Un gendarme a finalement ouvert le feu sur le suspect qui est décédé", précise le texte.

• **Nigeria-Maroc/Coopération.** Discussions autour d'un projet d'extension d'un gazoduc

Le Maroc et le Nigeria discutent d'un important projet d'extension d'un gazoduc traversant l'Afrique de l'Ouest pour acheminer du gaz vers l'Europe, a-t-on appris de sources concordantes samedi. Le roi du Maroc Mohammed VI était en visite officielle à Abuja les 1er et 2 décembre, où il a rencontré le président nigérian Muhammadu Buhari.

• **Ouganda/Violences.** Inhumation de 41 corps non identifiés

Les corps de 51 personnes non identifiées, tuées fin novembre lors d'affrontements entre les gardes d'un souverain local et les forces de sécurité dans la région de Kase, dans l'ouest de l'Ouganda, ont été enterrés hier.

• **Rwanda/Génocide.** Simbikangwa : 25 ans de prison confirmés en appel

La justice française a confirmé samedi en appel la condamnation à 25 ans de réclusion criminelle de Pascal Simbikangwa, premier Rwandais à avoir été jugé en France en lien avec le génocide des Tutsi en 1994, et qui n'a cessé de clamer son innocence.

## RDCongo/Entre forces de sécurité et milice dans le centre Les affrontements continuent

AFP

Kinshasa/RDCongo

*Quatre miliciens ont notamment été tués samedi soir au cours de ces violences.*

LES affrontements qui ont éclaté mardi dernier à Tshikapa, dans le centre de la République démocratique du Congo, entre forces de sécurité et partisans d'un chef traditionnel tué en août, se sont poursuivis ce week-end, a-t-on

appris hier de sources concordantes.

Quatre miliciens, partisans du chef Kamwina Nsapu tué en août par les forces de sécurité, ont notamment été tués samedi soir au cours de ces violences.

"Les miliciens ont réussi à investir la ville depuis hier soir", a affirmé hier à l'AFP un responsable local. "Quatre miliciens ont été tués, il y a aussi des victimes parmi nos vaillants militaires", a-t-il ajouté sans plus de précision.

Samedi, à la mi-journée, des "renforts militaires et policiers étaient acheminés

au front", la capitale de la province du Kasai (centre de la RDC), a indiqué un témoin de passage dans la ville.

"A partir de 20h00 (19h00 au Gabon), on a entendu des détonations à l'arme lourde et des rafales d'armes automatiques en provenance des faubourgs. Cela a duré toute la nuit" avec une reprise d'intensité "entre 5h00 et 7h00", avant de se calmer, a-t-il ajouté.

En quittant la ville hier matin, ce témoin affirme avoir vu de nombreux habitants évacuer avec "leurs

petits effets sur la tête".

"La situation sécuritaire demeure préoccupante à Tshikapa avec le renfort des troupes de la garde présidentielle arrivées de Kinshasa vendredi soir à bord de deux avions cargos et un autre contingent arrivé par route pour contrecarrer la progression des milices du chef Kamwina Nsapu", a ajouté une source humanitaire sous couvert d'anonymat.

"Dimanche (hier), des tirs nourris étaient encore entendus dans les faubourgs de Tshikapa", a-t-elle encore dit.

Kamwina Nsapu a été tué en août après s'être opposé aux autorités locales. Depuis, les provinces voisines du Kasai sont le théâtre d'incursions meurtrières de ses partisans.

Fin septembre, les partisans de Kamwina Nsapu, dont les revendications ne sont pas clairement connues, avaient pris le contrôle de l'aéroport national de Kananga, dans le Kasai central voisin, pendant plusieurs heures, avant d'en être délogés au cours d'affrontements qui, selon les sources, ont fait entre 49 et 100 morts.

## Libye/ Acculés à Syrte

### Des jihadistes fuient à la nage

AFP

Tripoli/Libye

DES jihadistes du groupe État islamique (EI) ont été arrêtés alors qu'ils fuyaient à la nage la ville de Syrte, leur bastion en Libye, où ils sont poussés dans leurs derniers retranchements, selon l'agence Lana.

Au moins huit jihadistes, dont deux Tunisiens, ont

tenté ce week-end de s'échapper de la ville portuaire en se mettant à l'eau dans la Méditerranée avant d'être arrêtés par les forces du gouvernement d'union nationale (GNA). En s'échappant à la nage, leur unique espoir est de tenter d'atteindre une zone du littoral à l'extérieur de la ville qui ne soit pas surveillée par les forces loyalistes.

Les combattants de l'EI sont acculés dans un quartier de Syrte, à 450 kilomètres à l'est de Tripoli, par ces forces qui tentent de reconquérir depuis le 12 mai la ville devenue le fief de l'EI en Libye après sa conquête en juin 2015.

L'offensive progresse extrêmement lentement, notamment en raison de la prudence qu'adoptent les forces pro-GNA pour éviter

de nouvelles pertes et protéger les civils. Les combats ont en effet été meurtriers, avec près de 700 morts et 3 000 blessés dans leurs rangs.

Depuis quelques semaines, les forces pro-GNA avancent maison par maison dans le quartier d'al-Giza al-Bahriya où les jihadistes continuent à défendre farouchement leurs dernières positions. Elles

s'efforcent de "sécuriser des passages" pour les civils, tout en tentant de neutraliser "les femmes et les enfants que Daech (acronyme arabe de l'EI) utilise comme boucliers humains", selon le centre de presse des forces progouvernementales.

Ce dernier a diffusé la photo d'une jeune femme quelques instants avant qu'elle ne se fasse exploser, sans faire de victimes.